



**Extrait du Registre des Délibérations**  
**Comité Syndical**  
**Séance du mardi 11 février 2025**

**Date de la convocation : mardi 4 février 2025**

**Étaient Présents :**

**Membres titulaires :**

Nicolas PATRIARCHE, Michel CAPERAN, Jean-Claude BOURIAT, Jean-Yves COURREGES, Monique ARDOY, Patrice BARTOLOMEO, Kenny BERTONAZZI, Michel BILLE, Jean-Louis CALDERONI, Thibaud CHENEVIÈRE, François DAMIAN-PICOLLET, Gilbert DANAN, Jean-Marc DENAX, Victor DUDRET, Philippe DUVIGNAU, Clarisse JOHNSON-LE LOHER, Yves LACOSTE, Régis LAURAND, Jacques LEROUX-MENESTREY, Jacques LOCATELLI, Bernard MARQUE, Françoise MARTEEL, Marie-Laure MESTELAN, André NAHON, Valérie REVEL, Karine RODRIGUEZ, Pauline ROY, Joël SEGOT, Patricia WOLFS

**Membres suppléants :**

Michel BERNOS suppléé par Pierre HAMELIN, Marie-Claire NE suppléée par Didier RIVIERE, Francis PEES suppléé par Patrick ROUSSELET, Gilles TESSON suppléé par Philippe FAURE

**Étaient représentés :**

Jean-Michel BALEIX a donné pouvoir Valérie REVEL, François BAYROU a donné pouvoir à Nicolas PATRIARCHE, Jean-Louis PERES a donné pouvoir à Michel CAPERAN

**Étaient excusés :**

Muriel BAREILLE, Christelle BONNEMASON CARRERE, Nejia BOUCHANNAFA, Marion BUSSY, Eric CASTET, Frédéric CLABE, Frédéric DAVAN, Stéphanie DUMAS, Frédéric GOMMY, Arnaud JACOTIN, Jean-Yves LALANNE, Véronique LIPSOS-SALLENAVE,

**Étaient absents :**

Gwendoline ISAAC-LAVIGNE, Mohamed AMARA

**Secrétaire de séance : Marie-Laure MESTELAN**

### **3 – Orientations budgétaires 2025**

**Rapporteur** : Monsieur Nicolas PATRIARCHE

Mesdames, Messieurs,

Au 1<sup>er</sup> janvier 2024 a débuté le nouveau contrat de service public avec la SPL STAP.

#### **a. Orientations générales**

Selon le projet initial de loi de finances pour 2025, le PIB, soutenu par l'organisation des jeux olympiques et paralympiques de Paris (+0,1 point selon l'INSEE), progresserait de 1,1% en 2024 avec toutefois une composition de la croissance (hausse des exportations et consommation atone) peu favorable pour les finances publiques.

En 2025, la **croissance** prévisionnelle, tirée par le redressement de la demande privée dans un contexte de poursuite de la baisse de l'inflation, est présentée comme plus avantageuse pour les finances publiques (par exemple, recettes de TVA attendues en augmentation). Elle s'élèverait à nouveau à **1,1% du PIB** en raison des facteurs attendus suivants :

- Hausse de la consommation des ménages (+1,3%) grâce au reflux confirmé de l'inflation (de 4,9% en 2023 ; +2,1% en 2024 ; +1,8% en 2025).
- Stabilisation des investissements du fait de la détente sur les conditions de financement.

**L'inflation** achèverait sa normalisation en se stabilisant autour de **2 % annuelle**. Néanmoins il faut garder à l'esprit que les prix ne reviennent pas à leur niveau d'avant 2022.

#### **b. Eléments du cadrage prospectif**

Le contexte inflationniste a paradoxalement été favorable depuis 2022 au syndicat puisque la majeure partie du versement mobilité est constituée de salaires du secteur privé qui sont indexés sur l'inflation. S'y rajoute la hausse du point d'indice qui a été accordée aux fonctionnaires. Cela a permis d'absorber financièrement le recul de fréquentation constaté en 2020.

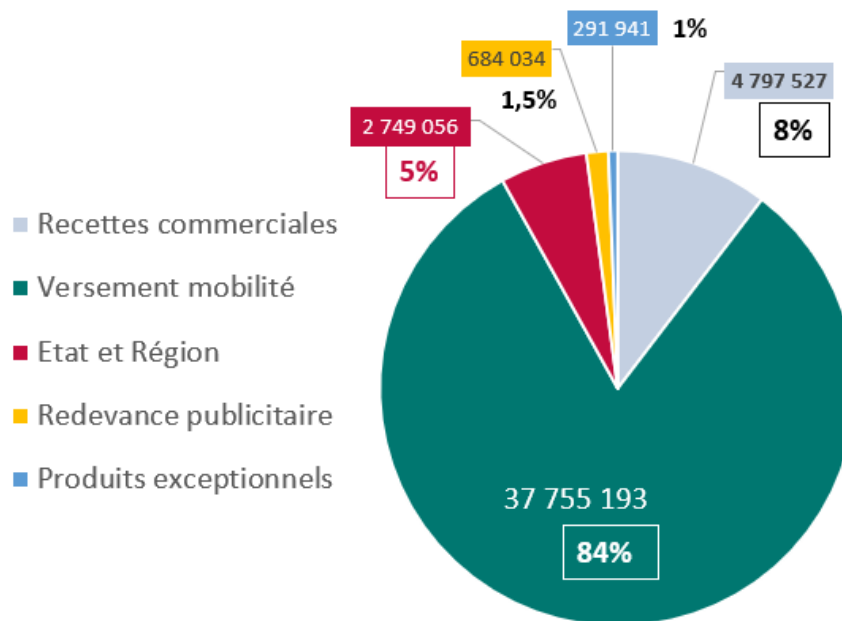
Le ralentissement actuel de l'inflation, s'il est vertueux pour la trajectoire des dépenses de fonctionnement, aboutit néanmoins mécaniquement à un ralentissement de la progression du versement mobilité.

<b>VM 2020</b>	<b>VM 2021</b>	<b>VM 2022</b>	<b>VM 2023</b>	<b>VM 2024</b>
30 132 041	32 059 962	34 262 699	36 036 529	37 755 193
	+ 6.4%	+ 6.9%	+ 5.1%	+ 4.7%

Ce phénomène structurel permet de conclure que les marges financières du syndicat dépendent essentiellement :

- D'une part des économies de gestion qu'il est nécessaire de rechercher en permanence dans l'exécution du contrat de service public avec la STAP ;

- D'autre part du niveau de taux du versement mobilité, sachant que les recettes autres que le VM ne représentent que 16% des produits de fonctionnement (détail des recettes 2024 ci-après).



Le **plan pluri-annuel d'investissement** est prioritairement composé du renouvellement de la flotte et des équipements du réseau d'IDELIS, tel qu'il a été acté lors de la signature du nouveau contrat, ce qui représente en moyenne 7.5 M€ / an. A cette somme s'ajoute les engagements comptables du matériel non livré, les délais de livraison d'un bus pouvant aller jusqu'à 18 mois. Aussi c'est chaque année une somme d'environ **10 M€ qu'il faut inscrire en investissement sur l'AP dédiée au réseau IDELIS**.

Il s'agit d'une somme conséquente qui absorbe l'intégralité de l'épargne brute annuelle du syndicat.

Les réserves financières actuelles du syndicat permettent d'autofinancer la section d'investissement jusqu'en 2025 inclus.

**A compter de l'exercice 2026, il faudra recourir à l'emprunt pour équilibrer le budget d'investissement** pour un effort consacré au réseau IDELIS maintenu à un haut niveau avec le verdissement du réseau existant. Les perspectives financières du syndicat incitent à une grande prudence sur le montant des investissements à venir. A ce stade, les investissements lancés sont financés. Les nouveaux projets feront l'objet d'une évaluation et d'un arbitrage en fonction des perspectives financières du syndicat.

### c. Projet de budget

#### Recettes réelles de fonctionnement

Les principales ressources du Syndicat sont constituées par :

- Le Versement Mobilité (VM)
- Les recettes commerciales : titres de transports et redevance publicitaire
- Les dotations et subventions

**Pour l'année 2025, les recettes réelles de fonctionnement sont estimées à 44 M€,** hors reprise de l'excédent de fonctionnement de l'exercice 2024.

Le VM reste la principale ressource et représente 84% de nos recettes de fonctionnement. Au vu de la baisse de l'inflation attendue à 2%, une recette prudente de 36 M€ sera inscrite pour construire notre budget.

Le montant des recettes commerciales avec le reversement des titres de transport par la STAP attendu en 2025 sera de 4.9 M€ conformément au nouveau contrat de service public et à son avenant n°1.

La redevance publicitaire versée par Clear Channel devenu Cityz Media est estimée à 500 k€, stable par rapport à 2024. A noter que le marché de redevance publicitaire expire au 31 décembre 2025 et qu'un nouveau marché est en préparation pour être effectif en 2026.

Les dotations restent également stables à 2.4 M€. Il s'agit de la DGD et du reversement par la Région de la compensation au titre du transfert des transports scolaires.

### Dépenses réelles de fonctionnement

**Pour l'année 2025, les dépenses réelles de fonctionnement sont estimées à 39 M€,** soit un montant supérieur à l'exercice 2024 (37 M€).

Le contrat avec la SPL-STAP prévoit, pour l'année 2025, une contribution du syndicat de 31.2 M€ en € valeur 2024 ; les hypothèses d'indexation en €<sub>2025</sub> conduisent à estimer une contribution de 32,8 M€, auxquels s'ajoutent les 350 k€ annuels non indexés prévus dans l'avenant n°1 au contrat. Soit un montant de **33.2 M€**.

Le montant de l'aide à l'achat vélo est estimé à **250 k€**.

Les cotisations aux organismes tiers (AUDAP, syndicat NAM...) et indemnités sont estimées à **200 k€**.

Les dépenses à caractère général sont estimées à **2.6 M€**.

Le remboursement des charges du personnel mis à disposition à la CA PBP sera de **1.5 M€**.

Ces dépenses de fonctionnement sont financées en totalité par les recettes de fonctionnement.

En termes de projets qui seront en 2025 financés par la section de fonctionnement, il faut noter :

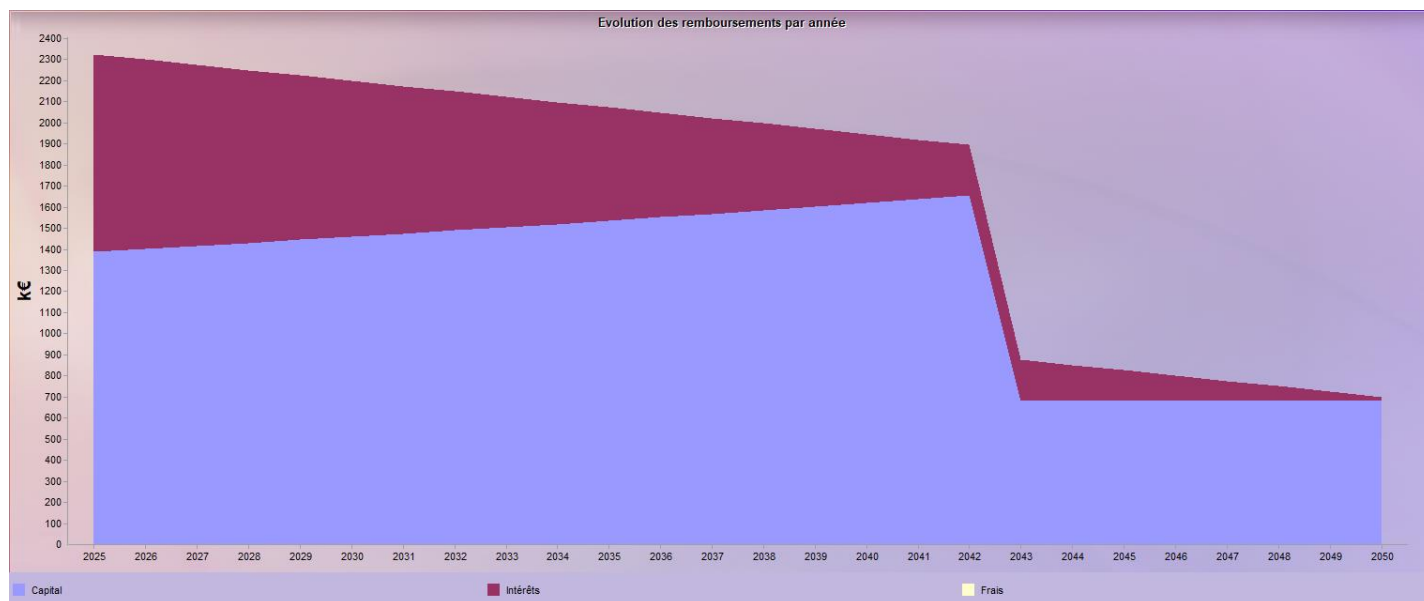
- Le renouvellement du marché de régie publicitaire et de celui du matériel urbain (abribus et toilettes) ;
- Le lancement du marché pour le nouveau dispositif de billettique ;
- L'évaluation à mi-parcours du Plan de Déplacement Urbain (PDU) avec l'accompagnement du CEREMA ;
- La rédaction conforme des documents administratifs et de gestion du funiculaire, documents qui sont sollicités par le Service Technique des Remontées Mécaniques et des Transports Guidés (STRMTG).

### La dette et les perspectives d'évolution des charges financières

Le montant de la dette du syndicat au 01/01/2025 est de **32.7 M€**.

Pour l'année 2025, 1.4 M€ de remboursement de capital sont à inscrire à la section d'investissement et 936 K€ de frais financiers à la section de fonctionnement.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2024, 2 prêts subsistent : ceux de la Caisse d'Epargne et de la Caisse des Dépôts qui ont servi à financer le BHNS (20 M€ chacun). En conséquence, le syndicat reste encore endetté jusqu'en 2042, date d'échéance de l'un de ces prêts.



Or nous avons vu qu'il faudra à nouveau recourir à l'emprunt à compter de l'exercice 2026 pour financer la section d'investissement. Le niveau de dette va donc rester constant pendant de nombreuses années.

Le ratio actuel de désendettement est de 4.25 ans. Il pourrait atteindre 5.92 ans à l'horizon 2031. Il doit être maîtrisé pour permettre au syndicat d'assurer sa solvabilité financière dans la durée.

A cet effet, il est indispensable de maintenir un niveau d'épargne brute en adéquation avec ce ratio de désendettement par une forte maîtrise des dépenses de fonctionnement.

### Dépenses réelles d'investissement

**Les dépenses réelles d'investissement sont estimées à 13.7 M€**

Concernant l'autorisation de programme Equipement du réseau : un montant de **10.2 M€** est prévu, conformément au contrat avec la SPL STAP, pour financer le renouvellement des équipements d'IDELIS.

Cette AP couvrira notamment en 2025 :

- Les études préalables au projet de réhabilitation du site de la STAP avenue Larribau, essentiellement l'atelier et le stationnement pour l'accueil des nouveaux bus électriques ;
- La poursuite des travaux à l'agence commerciale Bosquet (infiltrations, mise en sécurité) ;
- La poursuite du verdissement de la flotte des bus : 10 bus électriques doivent être livrés en 2025 ;
- Le renouvellement des véhicules TPMR du service LIBERTIS ;

- La poursuite et la finalisation des travaux de mise en éclairage de l'ensemble des abribus ;
- La poursuite des travaux de mise en accessibilité des quais ;
- La mise en place du nouveau système radio (prévu en mars 2025) ;
- Le lancement du nouveau dispositif de vélos libre-service et l'achat de 60 nouveaux VAE ;

Les autres projets à engager en 2025 :

- Funiculaire : **100 k€** en prévision de la grande inspection des cabines qui aura finalement lieu en 2026
- Chronobus et autres aménagements : **1.3 M€** de travaux, études et acquisitions foncières
- Pôles échanges multimodal : le montant de la participation du syndicat pour 2025 s'élève à **450 k€**
- PCRT : **150 k€** pour l'achat de logiciel et d'installation

Compte tenu des excédents estimés pour l'exercice 2024, le recours à l'emprunt ne sera pas être nécessaire pour l'exercice 2025, mais ce sera la dernière année réalisée en autofinancement.

#### Point sur les amortissements

Les amortissements ne sont pas des dépenses et recettes réelles, néanmoins il s'agit d'écritures d'ordre obligatoires qui doivent être couvertes par l'épargne brute et qui sont analysées dans la prospective financière.

Compte tenu de la convention de gestion des ouvrages signée entre le syndicat, la ville de Pau, et la CAPBP, et de la répartition des actifs opérées entre les trois collectivités (cette répartition ayant reçu l'aval officiel du Trésor Public), le syndicat va opérer le basculement en 2025 des actifs du BHNS qui feront l'objet d'un amortissement à compter de 2026.

Il est précisé que la station hydrogène et les 8 Fébus sont exclus de cette convention car déjà amortis par le syndicat.

En conséquence, les amortissements qui auraient dû baisser de 6 M€ à 4 M€ / an à la suite de la fin de l'amortissement des 8 Fébus, vont rester au niveau de 6 M€ par an. Ce montant doit être impérativement couvert par l'épargne brute dégagée par le syndicat. C'est pourquoi il est impératif de veiller à ce que les dépenses de fonctionnement du syndicat soient maîtrisées. |

#### Après avis de la Commission Mixte du 28 janvier 2025 et du Bureau du 28 janvier 2025, il appartient au Comité Syndical de bien vouloir :

**1 – Prendre acte de la présentation des orientations budgétaires 2025 telles qu'exposées ci-dessus.** |

**Conclusions adoptées  
A l'unanimité**

**Suivent les signatures,  
Pour extrait conforme,**

**Nicolas PATRIARCHE  
Président de Pau Béarn Pyrénées  
Mobilités**

Comité Syndical du mardi 11 février 2025

Comité Syndical du mardi 11 février 2025